

**ASSOCIATION SOLIHA
SOLIDAIRES POUR L'HABITAT DE LA MAYENNE**

19, rue de l'ancien évêché
BP 70837
53008 – LAVAL CEDEX

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 31 décembre 2025
SIREN 411 133 085

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Mesdames, Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SOLIHA – SOLIDAIRES POUR L'HABITAT DE LA MAYENNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changement de règles et méthodes comptables » de l'annexe qui expose le changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N°2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Laval, le 5 juin 2026

TALENZ SOFIDEM LAVAL SAS

François LE SPEGAGNE
Commissaire aux Comptes
Associé



Bilan actif

	31/12/2025 (12 mois)		31/12/2024 (12 mois)		Variation	
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	Euros	%
Frais d'établissement (I)						
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
Frais de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Cessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	16 127	- 13 772	2 355	4 689	- 2 334	- 50
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériels et outillages industriels	8 054	- 6 420	1 634		1 634	
Autres immobilisations corporelles	65 472	- 40 640	24 831	30 645	- 5 814	- 19
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières (1)						
Participations	5 096		5 096	5 096		
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés	16		16	16		
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (II)	94 764	- 60 833	33 931	40 446	- 6 515	- 16
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Avances et acomptes versés sur commandes	2 400		2 400	2 400		
Créances (2)						
Créances clients, usagers et comptes rattachés	814 779		814 779	500 490	314 290	63
Créances reçues par legs ou donations						
Autres Créances	68 887		68 887	39 506	29 381	74
Charges constatées d'avance	4 290		4 290	3 838	452	12
Valeurs mobilières de placement						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	966 359		966 359	1 489 584	- 523 225	- 35
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	1 856 716		1 856 716	2 035 818	- 179 102	- 9
Frais d'émission des emprunts (IV)						
Primes de remboursement des emprunts (V)						
Écarts de conversion et différences d'évaluation - Actif (VI)						
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	1 951 480	- 60 833	1 890 647	2 076 265	- 185 617	- 9
(1) Dont à moins d'un an (brut)						
(2) Dont à moins d'un an (brut)	888 006			543 834		



Bilan passif

	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires	468 364	500 000	- 31 636	- 6
Écarts de réévaluation				
Réserves				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité	2 139	2 139		
Autres				
Report à nouveau	1 184 780	1 126 575	58 205	5
Excédent ou déficit de l'exercice précédent à affecter				
Excédent ou déficit de l'exercice	- 156 140	58 205	- 214 346	- 368
Situation nette (sous total)	1 499 143	1 686 920	- 187 776	- 11
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL FONDS PROPRES (I)	1 499 143	1 686 920	- 187 776	- 11
AUTRES FONDS PROPRES				
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
Droits du concédant				
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I Bis)				
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	47 273	45 378	1 895	4
TOTAL PROVISIONS (III)	47 273	45 378	1 895	4
DETTES (1)				
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses (2)				
Instruments financiers à terme				
Avances et acomptes reçus sur commandes				
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	52 405	31 202	21 203	68
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	283 471	232 641	50 830	22
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	8 355	80 125	- 71 770	- 90
Produits constatés d'avance				
TOTAL DETTES (IV)	344 230	343 967	264	
Écarts de conversion Passif et différences d'évaluation - Passif (V)				
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	1 890 647	2 076 265	- 185 617	- 9
(1) Dont à moins d'un an hors Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	344 230	343 967		
(2) Dont emprunts participatifs				



31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)	Variation	
Total	Total	Euros	%

Cotisations	3 829		3 829	
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
	<i>Dont ventes de dons en nature</i>			
Ventes de prestations de service	1 155 493	1 088 820	66 672	6
	<i>Dont parrainages</i>			
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	9 975	61 689	- 51 714	- 84
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
- Dons manuels				
- Mécénats				
- Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		20 791	- 20 791	- 100
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles				
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	41 135	258	40 877	15 836
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 210 432	1 171 558	38 874	3

Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes (1) (2)	242 045	221 223	20 822	9
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	47 366	29 264	18 102	62
Salaires	794 069	629 408	164 661	26
Cotisations sociales	268 974	216 694	52 279	24
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	17 373	13 729	3 644	27
Dotations aux provisions	1 895	4 608	- 2 713	- 59
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	216		216	
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	372	216	156	72
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 372 310	1 115 142	257 168	23
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 161 878	56 416	- 218 294	- 387

Produits de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	5 738	6 079	- 340	- 6
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits des cessions d'immobilisations financières				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	5 738	6 079	- 340	- 6

Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie				
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	5 738	6 079	- 340	- 6
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	- 156 140	62 494	- 218 634	- 350



31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)	Variation	
Total	Total	Euros	%

Produits exceptionnels (V)

Charges exceptionnelles (VI)

RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)

Participation des salariés aux résultats (VII)

Impôts sur les bénéfices (VIII)

4 289 - 4 289 - 100

Total des produits (I + III + V)

1 216 170 1 177 637 38 534 3

Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)

1 372 310 1 119 431 252 879 23

EXCEDENT

58 205 - 58 205 - 100

DEFICIT

- 156 140 - 156 140

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Dons en nature

Prestations en nature

Bénévolat

TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE**CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE**

Secours en nature

Mises à disposition gratuite de biens

Prestations en nature

Personnel bénévole

TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

(1) Redevances de crédit-bail mobilier

(2) Redevances de crédit-bail immobilier



Annexes



Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

favoriser et de promouvoir, par tous les moyens appropriés, l'amélioration de l'habitat, l'aménagement du cadre de vie et de l'environnement en milieu rural comme en milieu urbain et, d'une manière générale, toute action de développement local.

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice est décrite ci-après :

- une aide administrative, technique ou financière aux propriétaires ou occupants de logements, en vue d'améliorer les conditions d'habitation, notamment celles des personnes à faibles ressources ;
- promouvoir la réhabilitation d'immeubles constitués principalement de locaux d'habitation en vue d'améliorer les conditions de vie e leurs habitants ;
- promouvoir toute action tendant à une revitalisation des communes en milieu urbain ou rural ;
- apporter un soutien aux collectivités locales dans la programmation et la réalisation des opérations d'amélioration de l'habitat ou de restauration immobilière, d'urbanisme et d'aménagement du cadre de vie ;
- assurer le logement ou le relogement individuel des personnes sans abri, mal logées ou en difficulté ou méritant d'être secondées sur le plan social.

Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- l'étude de tous programmes généraux de réhabilitation et la coordination de leur réalisation ;
- l'établissement de relations privilégiées avec les pouvoirs publics et les organismes publics ou privés concernés;- l'étude et l'animation et le suivi d'opérations groupées ou programmées d'initiative publique ;
- l'étude et la réalisation de toutes actions d'intérêt public, d'aménagement, d'urbanisme, de construction ou d'amélioration contribuant à une meilleure insertion du logement dans la ville comme en zone rurale ;
- l'établissement de tous rapports avec les groupements économiques et professionnels intéressés, de par leur action, aux problèmes du logement et de l'aménagement ;
- toute recherche permettant d'améliorer les mécanismes de réhabilitation ;
- l'étude de toute question se rapportant aux besoins des diverses régions du département dans le domaine de l'Habitat et de l'Aménagement rural.

Au travers de ses activités " Habitat Indigne et/ou Gestion sous mandat ", l'association SOLIHA peut être amenée à servir d'intermédiaire entre les particuliers et les entrepreneurs. Elle collecte les subventions/prêts et procède aux paiements des entrepreneurs.

Au 31 décembre 2025, le montant des subventions reçues dans le cadre de cette activité, non utilisées et ayant fait l'objet d'encaissements sur le compte bancaire de SOLIHA 53 présente pas un montant significatif.



Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

Principaux événements de l'exercice (faits caractéristiques)

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

Règles et méthodes comptables

Base de préparation des comptes sociaux

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives.

Changement de règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n°2023-03 modifiant divers règlements en coordination avec le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022, relatif à la modernisation des états financiers et modifiant le règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et dans le respect du principe de prudence.

Cela implique les changements suivants :

* les transferts de charges d'un montant de 20 791 € en 2024, ont été comptabilisés en 2025 au crédit de comptes de charges de personnel pour un montant de 2 007 € et de comptes d'autres produits d'exploitation pour 27 555 €.



Actif immobilisé

	31/12/2024 (12 mois)	Augmentations		Diminutions		31/12/2025 (12 mois)	Valeur d'origine des immos réévaluées
	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant fin d'exercice	
FRAIS D'ETABLISSEMENT							
Frais d'établissement							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais de développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	16 127					16 127	
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles							
Sous-total	16 127					16 127	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements, aménagements des constructions							
Installations techniques matériels et outillages industriels	6 066		1 988			8 054	
Autres immobilisations corporelles	57 836		9 086		1 450	65 472	
Installations générales, agencements, aménagements divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier	57 836		9 086		1 450	65 472	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles							
Sous-total	63 902		11 074		1 450	73 525	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	5 096					5 096	
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés	16					16	
Prêts							
Autres immobilisations financières							
Sous-total	5 112					5 112	
Total	85 141		11 074		1 450	94 764	



Amortissements

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
FRAIS D'ETABLISSEMENT				
Frais d'établissement				
Sous-total				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	11 438	2 334		13 772
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Sous-total	11 438	2 334		13 772
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménagements des constructions				
Installations techniques matériels et outillages industriels	6 066	355		6 420
Autres immobilisations corporelles	27 191	14 684	1 234	40 640
Installations générales, agencements, aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	27 191	14 684	1 234	40 640
Emballages récupérables et divers				
Sous-total	33 256	15 038	1 234	47 061
Total	44 694	17 373	1 234	60 833

(1) Dont amortissement du fonds de commerce par application de l'article 39, 1-2, al.3 du CGI

Informations relatives à l'actif immobilisé

Précisions sur les amortissements

Valeur résiduelle

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Durée et mode d'amortissement

Immobilisations incorporelles

Seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

* Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires : 1 à 3 ans

Immobilisations corporelles

Le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

* Installations techniques, matériels et outillages industriels : de 3 ans à 5 ans

* Autres immobilisations corporelles : de 3 ans à 5 ans



Créances**CRÉANCES DE L'ACTIF IMMOBILISÉ**

Créances rattachées à des participations

Prêts (1) (2)

Autres immobilisations financières

CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT**Créances clients**

Clients douteux ou litigieux

Autres Créances bénéficiaires et comptes rattachés

Créances sociales

Personnel et comptes rattachés

Sécurité sociale et autres organismes sociaux

Créances fiscales

Impôts sur les bénéfices

Taxe sur la valeur ajoutée

Autres impôts, taxes et versements assimilés

Etat et autres collectivités publiques - Divers

Autres créances

Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés débiteurs

Créances reçues par legs ou donations

Débiteurs divers

Charges constatées d'avance

Total

Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an
-----------------	-----------------------	-------------------------

887 956 887 956

814 779 814 779

814 779 814 779

45 021 45 021

4 288 4 288

17 720 17 720

23 013 23 013

23 866 23 866

23 866 23 866

4 290 4 290

887 956 887 956

(1) Prêts accordés en cours d'exercice

(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance

Total

Solde comptable 486	Exploitation	Exceptionnel	Financier
---------------------------	--------------	--------------	-----------

4 290

4 290



Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	500 000			31 636	468 364
Ecart de réévaluation					
Réserves	2 139				2 139
Report à nouveau	1 126 575	58 205			1 184 780
Excédent ou déficit de l'exercice	58 205	- 58 205		156 140	- 156 140
Situation nette (sous total)	1 686 920			187 776	1 499 143
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Total	1 686 920			187 776	1 499 143

Provisions pour risques et charges

	Montant début d'exercice	Dotations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Montant fin d'exercice
PROVISIONS POUR RISQUES					
Pour litiges					
Pour garanties données aux clients					
Pour amendes et pénalités					
Pour pertes de change					
Pour pertes sur contrat					
Autres provisions pour risques					
Sous-total					
PROVISIONS POUR CHARGES					
Charges sur legs ou donations					
Pour pensions et obligations similaires		1 895			47 273
Pour restructurations					
Pour impôts					
Pour renouvellement des immobilisations - entreprises concessionnaires					
Pour gros entretiens ou grandes visites					
Pour remise en état					
Autres provisions pour charges		45 378			
Sous-total		45 378	1 895		47 273
Total des provisions		45 378	1 895		47 273

Le montant de la provision pour engagement retraite de début d'exercice était de 45 378 €. Cette provision a été dotée à hauteur de 1 895 € au cours de l'exercice, portant le solde de la provision à 47 273 € à la fin de l'exercice. Les hypothèses retenues sont :

- Age de départ à la retraite Cadre et Non Cadre 65-67 ans
- Taux d'actualisation 3.6%
- Turn over faible
- Revalorisation des salaires : décroissance faible



Ventilation des dotations et reprises

	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)
	Total	Total
EXPLOITATION		
Dotations d'exploitation	1 895	4 608
Reprises d'exploitation		
Total Exploitation	- 1 895	- 4 608
FINANCIER		
Dotations financières		
Reprises financières		
Total Financier		
EXCEPTIONNEL		
Dotations exceptionnelles		
Reprises exceptionnelles		
Total Exceptionnel		
Total des dotations et reprises	- 1 895	- 4 608

Dettes

	Montant Brut	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES				
Emprunts obligataires convertibles (1) (2)				
Autres emprunts obligataires (1) (2)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)				
- Dont à 1 an au maximum à l'origine				
- Dont à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	52 405	52 405		
AUTRES DETTES	291 826	291 826		
Dettes sur legs ou donations				
Dettes sociales	230 929	230 929		
Personnel et comptes rattachés	141 436	141 436		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	89 493	89 493		
Dettes fiscales	52 542	52 542		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	52 360	52 360		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	182	182		
Autres	8 355	8 355		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés créiteurs				
Autres dettes	8 355	8 355		
Produits constatés d'avance				
Total	344 230	344 230		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice



Informations relatives au compte de résultat

Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Exportations et livraisons intracommunautaires	Total
Ventes de marchandises			
Production vendue - biens			
Production vendue - services	1 155 493		1 155 493
Chiffre d'affaires net	1 155 493		1 155 493

Subventions et Concours Publics

	Union Européenne	Etat	Collectivités Territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
Concours publics						
Subvention d'exploitation					9 975	9 975
Subvention d'investissement						
Total					9 975	9 975

Charges à payer

	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)	Variation Euros	Variation %
Intérêts courus à payer - sur emprunts et dettes assimilées				
Intérêts courus à payer - sur dettes rattachées à des participations				
Fournisseurs - Factures non parvenues	19 937	16 805	3 132	19
Clients - Rabais, remises et ristournes à accorder				
Personnel - Charges à payer	96 221	66 414	29 807	45
Organismes sociaux - Charges à payer	40 360	27 640	12 720	46
Etat - Charges à payer		2 160	- 2 160	- 100
Groupes et Associés - Charges à payer				
Charges à payer - Divers				
Total	156 518	113 019	43 499	38

Produits à recevoir

	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)	Variation Euros	Variation %
Intérêts courus à recevoir - sur immobilisations financières				
Fournisseurs - Rabais, remises et ristournes à obtenir	12 762		12 762	
Clients - Factures à établir	337 326	268 574	68 752	26
Personnel - Produits à recevoir				
Organismes sociaux - Produits à recevoir				
Etat - Produits à recevoir	23 013		23 013	
Groupes et Associés - Produits à recevoir				
Intérêts courus à recevoir - Sur valeurs mobilières de placement et disponibilités	4 896	1 999	2 897	145
Produits à recevoir - Divers	10 154	21 295	- 11 141	- 52
Total	388 151	291 868	96 283	33



Autres informations

Rémunérations des organes d'administration, de direction et de surveillance

Un seul salarié étant concerné par la loi 2006-586 du 23 mai 2016 -article 20, aucune information ne sera présentée, afin de ne pas divulguer d'information individuelle.

Honoraires CAC

CAC 1 ou OTI 1	CAC 2 ou OTI 2
-------------------------	-------------------------

Honoraires afférents à la certification des comptes	3 200
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité	
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	
Total	3 200

